

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Un renouveau!

Après trois mois de travail, l'équipe de *Pages de gauche* est en mesure de vous présenter la nouvelle formule de son mensuel. Vous remarquerez trois changements principaux: la diminution du nombre de pages, un format plus petit, le rafraîchissement de la maquette.

Pourquoi ces transformations? La presse d'opinion romande lutte pour sa survie. *Pages de gauche* ne fait pas exception à la règle: sans mesure énergique sur le plan financier, nous ne pouvons assurer notre pérennité financière. Notre lectorat est trop faible. Nous sommes ainsi contraint-e-s de diminuer la taille du journal et le format des pages, tout en maintenant le prix de l'abonnement à son niveau actuel.

Le journal que vous tenez dans vos mains a pour ambition de s'adresser à un lectorat plus large qu'aujourd'hui. Après sept ans d'existence, nous sommes attaché-e-s à notre publication. Le sondage mené durant l'été a confirmé que nos lectrices-eurs le sont aussi, et nous vous remercions de votre fidélité.

La survie à long terme de notre journal passe nécessairement par une augmentation du nombre d'abonné-e-s. La nouvelle maquette a pour but de répondre à certaines critiques exprimées cet été: elle se veut moins austère, plus souple, moins dense. Nous concentrons nos efforts pour faire paraître un journal plus court, mais de meilleure qualité! En diminuant le nombre de pages, nous aurons plus de temps pour assurer la qualité de chacun des articles.

Plus enthousiaste que jamais et rassurée par une situation financière plus équilibrée, la rédaction est ainsi prête à faire perdurer *Pages de gauche* de nombreuses années pour apporter chaque mois à nos lectrices-eurs un regard critique sur l'actualité.

Bonne lecture et merci de votre confiance!

La rédaction

UBS Unglourious Basterds of Switzerland



Le film de l'été s'est révélé être un feuilleton: c'est long, c'est tous les jours, c'est toujours la même chose mais tout le monde regarde. On dit que le nouveau venu au Conseil fédéral est posé, pragmatique et ouvert au dialogue, mais on a oublié que le gouvernement, cela reste avant tout une affaire de partis, ou plutôt de parti pris. Quelle que soit l'issue, les gagnant-e-s sont les mêmes: ceux-celles que défendent l'UDC, le PDC, le PLR en chœur, à qui l'on donne 60 milliards, devant qui l'on se prosterne, et que l'on ménage de peur qu'ils fuient le pays. Et les perdant-e-s? Les chômeuses-eurs à qui l'on refuse quelques millions pour leur réintégration, les invalides que l'on taxe d'abuseuses-eurs, les laissé-e-s pour compte qui paient la crise pour qu'on rembourse ceux qui l'ont causée. Et si la gauche écrivait le prochain épisode?

■ Parti socialiste

Oui, oui, oui, oui, oui: le PS suisse veut lancer une initiative. Oui, mais...

Page 4

■ International

Paul Krugman et l'assurance-maladie «à la Suisse»: mythes et réalités sur le système helvétique et le projet d'Obama

Page 6

■ Climat

Fermer les yeux sur la réalité, et surtout se boucher le nez

Page 7

CAMARADE CHRONIQUEUR

Du bois vert dont on fait les chaises musicales

Pendant que la gauche de la gauche tente de reconstituer un minimum d'unité entre ses diverses composantes, la droite de la gauche, ou la gauche du centre, bref: les Verts, s'interrogent: des trentenaires impatients veulent "dégauchir" le parti, et le placer plus près du PDC et des Verts libéraux que du PS. Le Conseiller national genevois Antonio Hodgers estime que «l'ancrage systématique à gauche des élu-e-s écologistes au niveau fédéral devrait être moins marqué». On n'avait pas franchement été frappé par l'ancrage «systématique à gauche» d'un Brélaz ou d'un Cramer, mais bon... Et Hodgers d'ajouter, à l'adresse du président de son parti, Ueli Leuenberger (lui aussi Conseiller national genevois), qu'il qualifie d'«omniprésent», qu'il «incarne la première génération des Verts, historiquement très à gauche». Ce qui est d'ailleurs «historiquement» faux en Romandie, à moins de prendre les Caduff, Cramer, Brélaz ou Rebeaud pour des gauchistes. Reste que pour ces Verts, jeunes ou moins jeunes mais tous ni-de-gauche-ni-de-droite, l'ancrage (de plus en plus flottant) à gauche des Verts effraie l'électorat centriste que les Verts courtisent – comme on vient d'en avoir la démonstration à Genève, où ils se sont alliés à la droite pour faire passer une réduction d'impôts favorisant les hauts revenus. Et le politologue Pascal Sciarini de confirmer: se placer au centre-gauche permettrait aux Verts de «couper l'herbe sous le pied des Verts libéraux». Couper l'herbe sous le pied de qui que ce soit n'est peut-être pas une occupation très écolo, mais c'est certainement un objectif très électoral: les élections nationales, c'est dans deux ans, et les Verts veulent leur Conseillère-er fédérale.

Et ils l'aurent, s'ils virent à droite – exercice auquel le PS s'était déjà plié dans les années trente pour pouvoir entrer (dix ans plus tard) au gouvernement helvétique. La question étant de savoir à qui les Verts prendront un siège au Conseil fédéral: au PS, avec l'aide de la droite, ou aux radicaux, avec l'aide du PS? C'est ainsi, bonnes gens, que des débats apparemment hautement stratégiques se résorbent finalement en dilemmes tactiques dans une partie de chaises musicales.

Pascal Holenweg



La Libye craint une intervention militaire suisse

L'HUMEUR DE LA RÉDACTION

Le pays où il valait mieux être pauvre qu'étudiant-e

Après des années de pratiques illégales sans cesse dénoncées par les associations d'étudiant-e-s et le Tribunal administratif, l'État de Vaud fait un pas dans le sens de sa propre loi sur l'aide aux études en déplaçant les montants des bourses octroyées, qui étaient amplement insuffisants jusque là. Mais l'explication donnée dans la communication officielle reste tout autre. Loin de rappeler la volonté de la loi cantonale de 1973 de «supprimer tout obstacle financier» à la poursuite d'une formation, on ne parle que d'«harmoniser» les régimes d'aide. Car c'est en effet grâce aux bénéficiaires du revenu d'insertion (RI) que le Conseil d'État s'est finalement trouvé obligé de faire face à sa mauvaise foi et à son incohérence.

L'intolérable multiplication de barèmes des régimes d'aide est un mal sans cesse dénoncé. Le barème vaudois des bourses était si bas qu'il constituait un

obstacle pour les personnes touchant un RI malgré tout plus élevé et qui auraient dû changer de régime d'aide. Pour leur permettre de se former, les bourses ont été intégrées dans la politique sociale du canton. Malheureusement la réflexion sur l'harmonisation des revenus de survie s'est arrêtée là. L'étudiante boursière que j'ai été ne peut que remercier les personnes touchant le RI d'avoir refusé de se former dans les conditions absurdes et illégales que nous imposait le Conseil d'État. Il est cependant parfaitement scandaleux que celui-ci ne reconnaisse pas l'illégalité de sa pratique jusqu'à ce jour et les inégalités dont ont été victimes de nombreuses-eux boursières-ers. Enfin, l'amélioration certaine qu'apporte le nouveau barème ne doit pas empêcher de remettre la lutte pour un véritable salaire de formation à l'ordre du jour!

Stéphanie Pache

SYNDICALISME

Une rentrée sociale tiède

La rentrée 2009 était attendue. L'augmentation du chômage laissait prévoir une multiplication des mouvements de protestation. Qu'en a-t-il été ?

On pourrait d'abord se réjouir du succès de la manifestation nationale du 19 septembre, qui a réuni environ trente mille personnes à l'appel de la gauche et des syndicats. Cependant, il s'agissait moins de lancer une mobilisation que de vérifier que tout le monde était bien là – en quelque sorte, de se rassurer en se comptant.

Le phénomène n'est pas nouveau, et il n'est jamais facile de construire des débouchés à une mobilisation reposant sur une coalition large. Un facteur peut expliquer l'impression de désorientation que donne la rentrée sur le front social en Suisse: l'absence de conflits de travail pouvant faire l'objet de mouvements spécifiques. Pour le dire en termes crus: le mouvement syndical et social suisse, en cet automne 2009, ne se nourrit que de luttes passées, aux premiers rangs desquels les grèves du secteur du gros œuvre de 2007 ou le combat autour des *officine* de Bellinzzone en 2008.

UNE LUTTE PAR PROCURATION ?

Les travailleuses-eurs de l'usine INNSE, à Milan, qui ont obtenu après des mois d'occupation et de production autonome que leurs places de travail soient préservées, se voyaient mentionnés sur bon nombre de tracts distribués le 19 septembre, ainsi que le conflit à l'usine Continental de Clairoux en France, pour ne donner que deux exemples. Mais la gauche le sait: sans lutte en Suisse, relayée par les médias, pouvant susciter la solidarité d'une région avant d'appeler celle du pays, il est difficile de donner aux revendications politiques un vrai relais populaire. Il ne sert dès lors à rien de blâmer avec monotonie l'immobilisme supposé des directions syndi-

cales, ce qui ne fait que diviser les forces de gauche dans un moment important.

L'absence de conflit syndical ouvert n'explique naturellement pas entièrement la relative tiédeur de la rentrée 2009. S'y ajoute que nombre de combats, contre la révision de l'assurance-chômage notamment, se mènent dans les urnes bien plus que dans la rue.

Enfin, le climat de crise que les médias et la communication politique officielle contribuent à propager ne facilite évidemment en rien le développement de résistances. C'est la crise pour tout le monde, nous dit-on, et quelques dépôts de bilan peuvent vite faire passer tous les licenciements pour des passages obligés auxquels les directions procèdent à contre-cœur...

CRISE, REPRISE ET BROUILLARD

Les annonces de la reprise prochaine brouillent elles aussi le débat. Sur le fond, le constat se présente dans une simplicité désarmante: les profits affichés par de grandes entreprises du secteur financier, à l'image de Credit Suisse (1,6 milliard de bénéfice au deuxième trimestre), signalent clairement à qui ont profité les licenciements.

De même, l'augmentation avérée de la productivité en 2009 rappelle que lorsqu'on licencie des salarié-e-s, cela sert la plupart du temps à pressurer davantage celles et ceux qui restent. A la surface en revanche, les pronostics positifs contribuent à faire de la crise économique un simple mauvais moment à passer auquel la croissance ne pouvait que bientôt succéder.

DE LA POLITIQUE DU PIRE ET DE LA CHALEUR SOCIALE

Faudrait-il alors souhaiter que des licenciements en masse ou la fermeture d'un site de production vienne relancer la



Federazione Anarchica Milanese

dynamique sociale en Suisse? Il ne peut évidemment pas en être question. Le chômage partiel constitue un moyen du patronat pour éviter, précisément, les conflits trop ouverts tout en créant un climat d'insécurité qui rend les salarié-e-s plus dociles pour de nouvelles contraintes. La prolongation de sa durée légale de douze à dix-huit mois par le Conseil fédéral au début de l'année n'est pas un simple cadeau aux salarié-e-s, mais bien aussi une assurance contre les protestations liées aux licenciements. Revendiquer, cependant, sa suppression pure et simple (comme le fait une partie de l'extrême gauche) n'a pas plus de sens que de lui attribuer des mérites indus.

Il serait cynique de se réjouir de licenciements massifs. Il serait naïf de nier que l'absence de conflits de travail larges et ouverts rend la mobilisation difficile. La rentrée sociale est tiède, mais les forces répondent à l'appel: un peu d'agitation pourrait vite la réchauffer.

Benoît Gaillard

Le conflit à l'usine INNSE, un exemple de lutte ouvrière encourageante

SOCIAL-DÉMOCRATIE

Une initiative? Oui! Et cinq initiatives?



«Un mot, un seul et pourtant essentiel: un oui franc, clair et déterminé»
(extrait de la présentation du nouveau logo du PS suisse)

Le Parti socialiste suisse veut lancer une initiative populaire fédérale lors de son prochain Congrès en octobre à Schwytz. Cinq projets d'initiative ont été mis en consultation. Il semble que la méthode importe plus au PS suisse que le fond, obnubilé qu'est ce dernier par la volonté de regagner les faveurs des analystes de la presse de boulevard qui voient en Facebook l'aboutissement de l'organisation démocratique des sociétés humaines. Parce que nous saluons cependant la volonté de mener un débat démocratique sur les futures propositions socialistes, Pages de gauche a souhaité présenter les cinq projets d'initiative qui reflètent en fin de compte cinq conceptions du rôle actuel du Parti socialiste en Suisse.

PROJET 1: REPLACER LE PS SUISSE SUR LE TERRAIN DU TRAVAIL

Initiative-phare de l'aile syndicale du PS suisse, revendication presque aussi vieille que

le droit du travail, proposition syndicale longtemps honnie de la hiérarchie syndicale: l'introduction d'un salaire minimum fait son retour au sein de la gauche. Les syndicats imposent de plus en plus difficilement des salaires minimaux dans les conventions collectives de travail (CCT), alors que l'ancrage syndical est totalement inexistant dans certains secteurs. Dès lors, un consensus s'est fait à gauche pour demander l'introduction rapide d'un salaire minimum légal. L'initiative propose d'introduire un salaire minimum en Suisse, que le Conseil fédéral fixerait chaque année. Il devrait se monter à 60% du salaire médian, formule élaborée au sein des syndicats. Il est à regretter que le PS suisse présente ce projet comme un outil de la lutte contre les «salaires excessifs», complémentaire au plafonnement des salaires proposé par la Jeunesse socialiste. Un salaire minimum est surtout un

outil efficace pour développer le filet social et améliorer les conditions de travail. Pourtant, la direction du PS n'a jamais envisagé que les congressistes choisiraient ce projet puisque les syndicats préparent une initiative à teneur identique. Il est difficile d'imaginer que le PS suisse lance, contre leur volonté, l'initiative que les syndicats ont préparée et comptent défendre.

PROJET 2: LE PS ET LES VERTS – QUI COURT APRÈS QUI?

La débâcle électorale de 2007 était prévisible dès lors qu'en période de haute conjoncture et d'angoisses environnementales, le PS suisse ne parvenait pas à imposer son message. Les stratégies du PS suisse avaient décidé d'augmenter les actions teintées de vert, si possible au sein d'alliances avec les Verts et Greenpeace qui avaient le vent médiatique pour eux. Résultat: la Bérézina d'octobre 2007. Et pour 2011, le deuxième projet d'initiative souhaite replacer le PS suisse sur le terrain de la politique énergétique. Lorsqu'il avait fallu arracher le soutien du PS suisse à la libéralisation du secteur électrique, un mécanisme de promotion de la production électrique «verte» (solaire, éolienne) avait été introduit dans la loi. L'énergie verte bénéficie de conditions d'accès préférentielles au réseau; les géants de la distribution électrique se voient obligés d'acheter cette électricité à prix coûtant. La loi actuelle limite cependant la quantité d'électricité qui doit être rachetée chaque année. L'initiative du PS suisse viserait tout simplement à faire sauter cette limite. Certes. Même s'il s'agit d'un projet emblématique du Green New Deal, on peut s'étonner d'un manque certain d'ambition, au-delà des envolées lyriques de l'argumentaire. Plus fondamentalement, le rôle du PS suisse ne serait-il pas plutôt de replacer le débat sur le terrain du contrôle démocratique de la production et de la distribution de l'électricité plutôt que de se reposer sur le marché libre pour promouvoir les énergies renouvelables?

PROJET 3: TENTATIVE ÉGALITAIRE INABOUTIE

Inspiré des politiques nor-diques chères au PS suisse, le projet de congé parental prévoit qu'à la naissance d'un enfant, le père et la mère aient droit, en sus du congé maternité, à six mois de congé au total à se répartir librement entre eux. Il est cependant exigé que femme et homme aient effectivement pris chacun-e une partie du congé parental. Si l'on fait abstraction des platitudes de l'argumentaire, il faut reconnaître que ce projet pourrait effectivement constituer une avancée sociale allant dans le sens d'une plus grande responsabilisation des pères. Mais l'expérience montre qu'un congé parental à se répartir de manière non-contraignante encourage les hommes à prendre quelques semaines de congé pour être modernes, et pousse surtout les femmes à rester éloignées du marché du travail après la naissance des enfants. En l'état, le projet du PS suisse n'empêche pas que la mère prenne cinq mois et demi de congé contre deux semaines pour le père. Seule l'obligation de prendre un congé pour le père favoriserait une meilleure distribution du travail parental.

PROJET 4: UN FINANCEMENT PLUS JUSTE DE L'ASSURANCE-MALADIE

Projet sans doute le plus difficilement réalisable, le «numéro 4» entend exempter les enfants et jeunes en formation jusqu'à 25 ans de primes d'assurance-maladie. Le financement serait assuré par le biais de l'introduction d'un impôt fédéral sur les donations et successions. Nous saluons cette proposition du PS suisse qui vise à organiser un financement plus solidaire de l'assurance-maladie par un impôt fondamentalement juste. Mais, alors que l'on sait la difficulté à faire aboutir deux initiatives parallèles – surtout si l'une d'elles vise à introduire un nouvel impôt et l'autre à réformer l'assurance-maladie – ne serait-il pas plutôt temps de revenir avec la caisse-maladie unique? Car le moment viendra où la nécessité d'une réforme structurelle en

profondeur de l'assurance-maladie, allant au-delà du débat uniquement axé sur les «coûts», s'imposera des deux côtés de la Sarine.

PROJET 5: DÉVELOPPER L'AVS

L'AVS est le fruit d'une époque où le patronat avait décidé de pactiser avec la social-démocratie et de développer l'État social pour calmer les ouvriers. Aux yeux du PS suisse, l'AVS est une de ses plus grandes réussites, institution installant la prévoyance sociale, étatique, qui organise la redistribution des richesses. Depuis la dixième révision de l'AVS, le consensus s'est brisé. La droite veut démanteler, couper, augmenter l'âge de la retraite. Le PS suisse n'a pas abandonné l'idée de continuer à développer l'AVS et ressort une vieille proposition, celle de la retraite après 40 années de cotisations. Fondamentalement, la proposition va dans le bon sens. L'âge de la retraite à 64 ou 65 ans apparaît de plus en plus arbitraire. La retraite flexible tiendrait compte de la pénibilité du travail et mettrait fin à une situation qui désavantage scandaleusement les métiers les plus physiques face aux universitaires. Mais un an après le refus de la retraite flexible dès 62 ans, le moment est-il bien choisi pour lancer cette initiative?

LORS DU CONGRÈS

Les projets d'initiative 1 et 2 sont sortis largement en tête de la consultation organisée auprès des sections socialistes et du public. Le Comité directeur propose alors à son Congrès de «considérer en priorité» ces deux possibilités d'initiative et de traiter des trois autres par voie parlementaire. Abstraction faite du problème de la répartition des tâches entre PS suisse et syndicats, Pages de gauche considère qu'il est nécessaire que le PS suisse s'affirme comme une force de proposition sur le terrain du travail. Nous comptons sur le PS suisse pour s'engager résolument aux côtés des salarié-e-s en demandant l'introduction d'un salaire minimum légal.

Il est de la responsabilité du PS suisse d'affirmer que c'est à l'État d'intervenir dans le marché du travail pour garantir les droits des salarié-e-s, en particulier dans les secteurs où l'emprise syndicale est très faible et la perspective de négocier une CCT efficace, inexistante.

Arnaud Thiéry

Facebook über alles

On risque surtout de se souvenir du Congrès de Schwytz comme de celui où, pour la première fois, un parti suisse a pleinement intégré les outils d'Internet à sa prise de décision. Techniquement, le sondage était moyennement abouti puisqu'aucun contrôle des votes n'était prévu. Chaque camp pouvait ainsi programmer son ordinateur pour ajouter quelques milliers de voix à son initiative. Heureusement pour la direction du PS suisse qui se félicite de la forte participation à son sondage. Cela pourrait passer pour une erreur de jeunesse si la question de la finalité d'un tel sondage avait été clarifiée à l'avance. Il n'en est rien. Au résultat, libéraux-radicaux et UDC peuvent très bien dire au PS suisse quel projet celui-ci doit lancer. Et même si le choix final de l'initiative reviendra au Congrès, organe suprême du parti, quelle image le PS suisse donnera-t-il si son «archaïque» Congrès se prononce contre le choix, forcément «moderne», des internautes qui, eux, auront compris que les outils informatiques sont intrinsèquement porteurs d'un projet politique. Comme le résume si bien le nouveau slogan du PS suisse, l'essentiel du message sera de dire «oui!»

IMPRESSUM

AT

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit: (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuses-eurs) Fr. 39.-
CCP 17-795703-3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat:
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Samuel Bendahan (SB), Antoine Chollet (AC), Maurizio Colella (MC), Alain Dilbergot (AD), Romain Felli (RF), Adrien Fontanellaz (AF), Benoît Gaillard (BG), Stéphanie Pache (SP), Line Rouyet (LR), Arnaud Thiéry (AT), Julien Wicki (JW).

Comité:
Olivier Barraud, Valérie Boillat, Michel Cambrosio, Benoît Gaillard, Dan Gallin, Dominique Hartmann, André Mach, Pierre-Yves Maillard, Cyril Mizrahi, Stéphane Montangero, Chantal Peyer, Eric Peytremann, Géraldine Savary, Alberto Velasco.

Collaborations permanentes:
Grégoire Junod, Salima Moyard, Philippe Mivelaz, Philipp Müller, Christian Vuilloud (Cévu).

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne.

Secrétariat de rédaction:
Line Rouyet.

Mise en page:
Benoît Gaillard.

Webmaster:
Kevin Luximon, Lausanne.

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

INTERNATIONAL

La «suissisation» de l'Amérique

L'administration Obama cherche à réussir là où l'administration Clinton avait échoué au début de son premier mandat, à savoir réformer l'assurance maladie américaine. Ceci implique deux mesures majeures: limiter les coûts de la santé et garantir une couverture universelle. En effet, le système américain est pour l'essentiel privé, et des millions de personnes n'ont aucune assurance maladie. La question de la réforme de ce système avait animé les primaires démocrates au printemps 2008, donnant lieu à plusieurs débats de grande qualité entre les candidat·e·s. Les solutions préconisées par Hillary Clinton et Barack Obama présentaient des différences significatives. La première s'était faite l'avo-

cate d'un système d'assurance publique, alors qu'Obama proposait un plan fondé sur l'universalisation de l'assurance maladie, tout en maintenant les remboursements par des assureurs privés.

Or, dans une colonne parue le 17 août dans le *New York Times*, l'économiste Paul Krugman trace une comparaison qui n'avait pas totalement échappé aux observateurs les plus attentifs de la scène politique américaine: le plan Obama viserait selon lui à «suissiser l'Amérique»! Contrairement aux commentaires de cet article qui ont été faits (notamment dans *Le Temps*) prétendant que le système suisse aurait, ce jour-là, reçu l'onction «nobélisée» de Krugman, ce dernier précise très clairement que «si nous étions partis d'une feuille blanche, nous n'aurions probablement pas choisi cette voie», ajoutant qu'une «médecine vraiment 'socialisée' coûterait assurément moins», faisant référence à un système de santé dans lequel les remboursements sont faits par des agences publiques, comme c'est le cas en France ou en Grande-Bretagne. Il indique en revanche, ce qui n'équivaut pas exactement à une approbation sans réserve, qu'«un système de couverture universelle tel qu'il existe en Suisse représenterait une grande amélioration par rapport à ce qui existe actuellement» aux États-Unis, ce qui est exact.

MISÈRES DES SYSTÈMES PRIVÉS

En spécialiste de la question des assurances maladies, Krugman connaît les coûts, l'efficacité et les inégalités d'accès aux soins des différents systèmes, et sait très bien que plus ces derniers dépendent d'une gestion privée, moins ils fonctionnent, et plus chers et inégalitaires ils sont. La situation américaine est la pire des pays de l'OCDE, la Suisse s'en sort à peine moins mal, alors que les systèmes canadien, français, anglais ou scandinaves sont à

la fois plus efficaces, plus justes et moins chers. Dans le cas américain, l'obligation de s'assurer – pilier de la réforme suisse de 1994 – représente évidemment une amélioration majeure. En Suisse en revanche, la satisfaction béate de voir qu'Obama aurait trouvé «notre» système si intéressant qu'il s'en serait inspiré pour sa propre réforme tient de la bêtise pure et simple.

D'ailleurs, Krugman remarque que la réforme engagée dans le Massachusetts (et qui préfigure sur de nombreux points le projet de l'administration Obama) ressemble beaucoup, elle aussi, au système suisse, mais «les coûts sont plus élevés que prévu». Les spécialistes suisses du dossier auraient bien avant à leurs collègues américains, connaissant l'effet mécanique d'augmentation des primes et des coûts engendrée par un pareil système, dans lequel ce sont des assureurs privés qui remboursent les soins. Cependant, l'objectif principal demeurerait la diminution du nombre de personnes sans assurance maladie, et il est dans une large mesure atteint au Massachusetts. Reste à espérer que l'administration Obama puisse étendre cette réalité à l'ensemble du territoire.

LE SYSTÈME SUISSE RESTE MAUVAIS

Le seul point de désaccord que nous pourrions avoir avec l'article de Krugman concerne sa conclusion, lorsqu'il indique, après en avoir rappelé les insuffisances, que le système suisse «fonctionne». Qu'il fonctionne du point de vue des assureurs, sans doute, qu'il fonctionne pour un ex-Ministre de l'Intérieur qui a perdu tout sens des réalités, peut-être, mais qu'il fonctionne pour l'ensemble du personnel de santé et pour les patient·e·s, cela, seuls les jusqu'au-boutistes de l'anti-étatisme peuvent le croire. Et ce sont ceux-là même qui ont combattu l'introduction d'une caisse unique en 2007.

Antoine Chollet



Paul Krugman est professeur d'économie et de politique internationale à l'Université de Princeton, éditorialiste au *New York Times* depuis 2000, auteur de très nombreux articles d'économie et de plusieurs livres (notamment *La mondialisation n'est pas coupable* et *L'Amérique que nous voulons*). Il est le dernier récipiendaire du prix de la Banque de Suède en sciences économiques (généralement nommé, fallacieusement, «prix Nobel d'économie»). Économiste proche des démocrates, virulent pourfendeur de la politique de l'administration Bush durant ses huit ans de présidence, puis, démontrant ainsi son indépendance, de celle de son successeur concernant sa réponse à la crise financière, il est aujourd'hui l'une des voix «libérales» (s'opposant aux positions «conservatrices») les plus écoutées outre-Atlantique.

AC

POLITIQUE CLIMATIQUE

Sauver la banquise ou les banquiers?

La crise climatique se révèle jour après jour comme une des manifestations les plus dangereuses du capitalisme. La course aux profits, obtenus par l'exploitation du travail, et qui ont la préséance sur les besoins humains conduit à de gigantesques gaspillages d'énergie et de ressources qui commencent à avoir des conséquences humaines et sociales importantes

UN SOMMET DÉNEIGÉ

Le sommet de Copenhague, du 6 au 18 décembre, 12 ans après la catastrophe du sommet de Kyoto, laisse entrevoir très peu d'espoir. Les principaux pays capitalistes sont plus occupés à défendre la compétitivité de leurs entreprises qu'à s'occuper d'une crise qui demanderait, pour sa résolution, une transformation extrêmement profonde non seulement des techniques de production, mais des rapports sociaux eux-mêmes. Le seul point positif de cette comédie est l'émergence d'un important mouvement social qui demande une véritable justice climatique à l'échelle internationale, et qui, surtout, a des composantes explicitement anticapitalistes.

Y'EN A POINT COMME NOUS!

Que fait la Suisse dans cette affaire? Le 26 août dernier, le Conseil fédéral a adopté le message de la nouvelle loi sur le CO₂ qui prend le contre-pied de l'initiative-climat lancée par les partis de gauche et les associations écologistes. Cette initiative demandait une réduction tout à fait minime de 30% des gaz à effet de serre par rapport au niveau de 1990. Le contre-projet du Conseil fédéral non seulement revoit cette demande à la baisse en proposant 20% de réduction pour 2020, mais surtout poursuit la logique absurde des compensations (voir encadré) en proposant que la moitié des «réductions» se fasse à l'étranger, par le biais de la finance carbone.

Pour sauver les banquiers,

des milliards ont été trouvés immédiatement et sans même un débat au parlement. Mais il est vrai que les intérêts de la population mondiale ne sont pas comparables à ceux des grandes industries et de la finance qui dictent leur politique au gouvernement suisse. Pour combien de temps encore?

Romain Felli



Ce n'est pas avec sa nouvelle loi sur le CO₂ que le camarade Moritz va pouvoir de nouveau respirer

Les nouvelles indulgences

Que sont ces fameuses «compensations» d'émission de gaz à effet de serre? Prenons une analogie empruntée à l'histoire de l'Église catholique. Supposons que de commettre l'adultère fasse pleurer le petit Jésus, ce qui, vous en conviendrez, est regrettable. Le pécheur ou la pécheresse est alors censé-e se repentir et ne plus recommencer. Néanmoins, le bougre ou la bougresse, il-elle en a bien envie. Avec l'invention des compensations à l'étranger, plus de problèmes! Il lui suffit de payer des Chinois-es ou des Indiens afin qu'eux-mêmes cessent de commettre l'adultère, voire qu'ils ne commettent pas celui qu'ils envisageaient. Ayant ainsi contribué à la diffusion de la morale, l'adultérin-e est récompensé-e par une indulgence (une compensation) qui l'autorise à continuer à forniquer en Suisse. Autrement dit, les entreprises suisses peuvent payer des entreprises dans les pays du Sud pour qu'elles économisent du CO₂ afin de ne pas devoir le faire en Suisse. Lorsque le Conseil fédéral propose 20% de réduction des gaz à effet de serre avec une moitié de compensation à l'étranger, cela ne correspond qu'à 10% de réduction en Suisse à l'horizon 2020. Bien loin des 40% qui seraient nécessaires pour obtenir un réchauffement en-dessous de 2°C, seuil jugé critique par les expert-e-s.

RF

LE POING



André Blattmann, nommé Chef de l'armée pour succéder au commandant de corps libidineux Roland Naef, considère la nouvelle loi sur le service civil comme un «accident de parcours». Pour mémoire, cette loi supprime l'examen de conscience par une commission spéciale pour les candidat-e-s au service civil. Ueli Maurer a également exprimé ses doutes, en particulier sur la possibilité de déposer une demande durant l'école de recrues. Selon le militaire Blattmann, la révision pourrait priver l'armée «d'éléments qu'elle aimerait conserver». Au moins une bonne nouvelle.

AD

LA ROSE



La campagne pour les élections au Grand conseil genevois bat son plein jusqu'au 11 octobre. Et pendant que tous les autres partis politiques représentés au législatif, y compris les Verts qui suivaient leur Ministre, David Hiler, soutenaient un paquet fiscal inique, le **Parti socialiste genevois** a fait campagne avec acharnement contre ces baisses d'impôt – hélas sans succès. Alors que d'autres sections cantonales du PS se sont récemment laissé charmer par les sirènes des baisses fiscales, l'effort méritait d'être salué. Bravo, camarades!

AD



Cervelas: L'UE maintient l'interdiction du boeuf brésilien

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne

SALLE DES PAS PERDUS

Ce sacré C

Le 16 septembre, pour une petite sieste matinale, on pouvait écouter Didier Burkhalter commenter son élection. À *Pages de gauche*, on sait qu'il faut être dans l'antichambre du parlement, la salle des pas perdus, pour profiter de l'élection. Qu'y a-t-on entendu, ce fameux 16 septembre? D'abord, les rugissements de Jean Studer. On dit que l'écho aurait fait trembler le stade de la Maladière.

Christian Levrat a apprécié le combat de gladiateurs à l'intérieur du camp bourgeois. Mais franchement, quel intérêt aurait-il eu à s'engager pour un candidat de droite un peu moins à droite qu'un autre candidat de droite? Le groupe socialiste a opéré ce que les stratèges qualifieraient de repli stratégique, ou alors d'observation résignée. A moins que ce ne soit la Conseillère nationale Ada Marra qui ait pointé la faiblesse de son propre groupe: élire un démocrate, soit, mais il tremblait devant ce sacré C.

AT

EN BREF

Identité romande

Le 16 septembre, les parlementaires devaient choisir entre un Suisse allemand qui parlait bien le français et un Suisse romand ne parlant ni l'allemand, ni le français.

Presse

Le *Matin bleu* change de titre. Tamedia hésite entre *Le crépuscule sombre* et *Les matins blêmes*.

Révolution

Rumeurs de lancement d'un nouveau parti. Nom de travail: la Gauche de la gauche de gauche (acronyme: GGG).

Honoraires

Lüscher échoue au Conseil fédéral. Il se réjouit que son salaire ne soit pas diminué de moitié.

Solidarité internationale

Le PS genevois à l'affiche du nouveau film *Il faut sauver le soldat OMC*. Micheline Calmy-Rey était prête à envoyer des troupes d'élite dans le golfe de Genève.

La rumeur Internet de la semaine

Hans-Rudolf Merz a «exigé» que Kadhafi libère les otages. Ce dernier aurait, en signe de bonne volonté, attendu que le Conseiller fédéral quitte la salle pour éclater de rire.

Socialisme ou socialisme

A propos de la défaite du PS genevois dans sa lutte contre les baisses d'impôts, Roger Nordmann émet la recommandation suivante: «il faut combattre les excroissances de l'extrême-gauche». Depuis quand les Verts donnent-ils des conseils aux socialistes?

Islam

Après les affaires des minarets et de la Lybie, la Suisse cherche à redorer son blason dans les pays musulmans grâce à son nouveau Conseiller fédéral Burqa-lter.

Reconversion

Pas de retraite pour Pascal Couchepin qui vient d'être engagé comme expert en système de santé par les Républicains.